

Fabienne DELORME <fabienndelorme@yahoo.fr>
À : SOS Ter de la Bresse <sos.ter.bresse@gmail.com>

31 mai 2017

La Bresse est victime d'une politique d'austérité nationale, et il faudrait déjà débloquer des subventions. Actuellement seule la rentabilité financière guide les choix faits dans le domaine des transports, au détriment de l'utilité sociale. Cela conduit régulièrement à la suppression de petites lignes pourtant indispensables à la vie économique et sociale.

De plus, les travailleurs de la Bresse comme de toutes les régions ont besoin de liaisons directes avec les grandes villes. Le sentiment d'être à l'écart des transports publics est partagé par la majorité des travailleurs, hors des quelques grands axes utiles aux grandes entreprises.

C'est l'ensemble de la population laborieuse, considérée comme non ou pas assez rentable, qui est laissée pour compte, dans le domaine des transports, comme dans celui de la couverture médicale ou scolaire par ailleurs. C'est très choquant, et c'est le sens de ma candidature de leur permettre de faire entendre le camp des travailleurs et ses intérêts.

Le manque de personnel et d'investissements dans l'entretien des voies et du matériel SNCF, et plus particulièrement sur les réseaux dits secondaires, pénalise les usagers qui, dans leur grande majorité, sont des travailleurs. Les retards accumulés leur causent des problèmes vis-à-vis de leurs employeurs, sans compter le stress et la fatigue supplémentaire. A cela s'ajoute le mépris de la direction de la SNCF, qui ne se donne souvent pas la peine de diffuser des informations, et encore moins de réparer les préjudices subis.

La SNCF devient de moins en moins un service public pour devenir un service commercial à la recherche de la rentabilité. Cette dégradation rejoint d'ailleurs celle des autres services publics indispensables, éducation, santé, logement social, etc., l'État faisant des économies sur tous ces secteurs pour distribuer des milliards aux banques ou aux grandes entreprises capitalistes.

Les gouvernements ont tous poussé la SNCF à devenir rentable : en fermant des lignes secondaires, en donnant la priorité aux trains qui rapportent le plus. Des communes ne sont plus desservies et on refuse des arrêts dans des gares qui sont indispensables aux usagers.

La population devrait pouvoir contrôler où passe l'argent public, et imposer que les transports en commun ferroviaires, comme routiers d'ailleurs, soient organisés pour répondre à ses besoins.

Je suis persuadée que, pour mettre fin à ce gaspillage et pour obtenir que l'argent public aille aux services publics, il ne suffira d'un changement de gouvernement ou de député, mais il faudra une mobilisation profonde des travailleurs qui se battent pour défendre leurs intérêts. Et la qualité des transports publics à un prix abordable en fait partie.